Laissez parler Marine Le Pen ? Hors de question d'être complice du FN (Sopo)

16/12/2011 à 11h34

Le 6 décembre, la présidente du Front national, invitée à débattre à l'université Paris-Dauphine, n'avait pas pu s'exprimer, bloquée par des étudiants et des militants anti-FN. Dans la foulée, Laurent Joffrin, directeur du "Nouvel Observateur", a revendiqué le droit à la liberté d'expression du FN. Dominique Sopo, président de SOS Racisme, lui répond.

Cet article a été écrit en réponse à l'édito de Laurent Joffrin, directeur du "Nouvel Observateur", publié le 7 décembre 2011 (cliquer ici pour le lire).

_____

Cher Laurent,

C'est avec un certain intérêt que j'ai lu ton papier intitulé "Laissez parler Marine Le Pen". A cette occasion, tu mets en cause le caractère peu pertinent d'empêcher Marine Le Pen de parler, suite à l'action que des organisations, dont SOS Racisme, ont menée à l'Université Paris-Dauphine en raison de la venue de Marine Le Pen dans un débat qui devait tourner autour des questions économiques du parti d'extrême droite qu'elle préside.

Tu évoques à cette occasion une contrainte "physique" qui aurait été exercée à l'encontre de Marine Le Pen, permettant à cette dernière de passer pour une victime en beuglant contre les "milices de gauche" que nous représenterions.

SOS Racisme a déposé plainte contre Marine Le Pen pour dénonciation calomnieuse et diffamation, nous accusant à tort d'avoir précisément empêché physiquement la tenue de ce fameux – et fumeux ? – débat" – Dominique Sopo

C'est là la source de mon étonnement. **En effet, de contrainte physique, il n'y en a eu point. Que Marine Le Pen prenne pour une agression la présence dans une salle de militants antiracistes est une chose, que des journalistes relaient cette atmosphère de "scandale" en est un autre** (à cet égard, SOS Racisme a déposé plainte contre Marine Le Pen pour dénonciation calomnieuse et diffamation, nous accusant à tort d'avoir précisément empêché physiquement la tenue de ce fameux – et fumeux ? – débat)**.**

La réalité est en fait plus prosaïque : Marine Le Pen n'a en rien été empêchée de venir s'exprimer à Paris-Dauphine. Un rassemblement a été organisé. Rappelons à toute fin utile qu'en République, **manifester est un droit, en tout cas tant que l'extrême droite n'est pas au pouvoir**… Madame Le Pen conçoit-elle assez mal que les libertés républicaines et démocratiques puissent être exercées ? Cela n'est pas à exclure… Mais surtout, Marine Le Pen a fui, comme à son habitude, un débat qui lui aurait été pénible, **tant son programme économique est inepte et constitue la promesse d'une ruine pour la France**.

Pourquoi alors, me demanderas-tu, avoir mené cette action, si l'expression même de Marine Le Pen eut suffi à la décrédibiliser ? Pour une raison finalement assez simple et dont j'ose espérer qu'elle continue à faire l'objet d'un certain consensus : **le Front national n'est pas un parti comme les autres**. […]

Les subventions aux associations, dont SOS Racisme, étant déjà fortement mises en péril ces derniers temps par les pouvoirs publics" – Dominique Sopo

D’ailleurs, Marine Le Pen, suite à cette action, a en quelque sorte fait tomber les masques. **Attaque contre les associations humanistes** dont elle réclame la suppression des subventions (sache au demeurant que ce travail n’attend pas Marine Le Pen, les subventions aux associations, dont SOS Racisme, étant déjà fortement mises en péril ces derniers temps par les pouvoirs publics, ce qui sera le cas échéant un sujet de campagne intéressant à l’endroit de ceux qui mèneraient des stratégies d’affaiblissement du lien social). Meeting à Metz où les noms de Georges-Marc Benamou et Bernard-Henri Lévy ont été sifflés par l’action du verbe de Madame Le Pen. Attaques en piqué contre les étrangers et leurs enfants. […]

Le Nouvel Observateur

Merci à Zatch